

Sommaire :

- P.1. Édito.
 P.2. sorties, conférences. Résultats votes CAN et Sec.. Catégorie.
 P.3-4. Appel Manifestation octobre.

Pages spéciales Retraités

S3 de Paris – 3 rue Guy de Gouyon du Verger 94112 ARCUEIL Cedex .
 Tél : 01 41 24 80 52 - Courriel : s3par@snes.edu - Site Internet : www.paris.snes.edu

Bureau du S1-Retrainés

Secrétaires :

Monique DAUNE, Robert JACQUIN

Trésoriers :

Gérard NIOT, Nelly COURT

Membres :

Françoise BLONDEAU, Klarisse BROUWER, Anne CAMBOULIVES, Nelly CONARD, Marianne DELRANC, Michelle DUMA, Anne-Marie ÉMIN, Éliane LEFÈVRE, Françoise GENTY, Nadine LEGOFF, Rose PEREGO, Gilbert RICARD, Maryse SAINT-LANNES, Nicole SERGENT, Christine SCHIMMER, Jean SLAWNY, Claude SMADJA, Élisabeth VERGNET, Nicole VITORGE.

(voir tableau en page 2, avec les résultats des votes du S1 pour la CAN et le secrétariat de catégorie)

Édito

La période estivale a été marquée en France et dans le monde par des dérèglements climatiques dont la violence a mis une fois de plus en évidence l'absolue nécessité de mener une politique volontariste globale de réduction des émissions de gaz à effet de serre que les gouvernements libéraux rechignent à mettre en œuvre.

L'arrivée au pouvoir des Talibans en Afghanistan a signé l'échec d'une guerre désastreuse qui aura duré 20 ans. Face à la tyrannie obscurantiste des islamistes locaux, il est désormais impératif d'accorder l'asile aux militants, femmes, intellectuels qui veulent échapper aux persécutions du nouveau régime.

La circulation du variant delta semble marquer le pas en France mais la crise sanitaire a démontré la nécessité de penser un appareil de production relocalisé, plus respectueux de l'environnement et des droits des travailleurs. Il est par ailleurs urgent de se mobiliser pour gagner la levée des brevets sur les vaccins pour protéger les pays et les peuples les plus déshérités qui paient le prix fort de cette crise.

En France, la rentrée suscite de lourdes inquiétudes : le « quoi qu'il en coûte » du Président Macron a disparu pour les salarié-es, les retraité-es et les jeunes à qui le gouvernement veut faire payer la crise en répétant que la France a une « dette abyssale », qu'il faut accepter de « travailler plus » et qu'il est impératif de réduire les dépenses publiques, une petite musique qui présage de nouvelles mesures régressives dès la rentrée 2022 après les élections. En attendant, le gouvernement poursuit l'affaiblissement des services publics et la paupérisation des agents de la Fonction Publique (maintien du gel du point d'indice) alors qu'il ne demande aucun effort fiscal aux classes aisées, que les grandes entreprises du CAC 40 ont bénéficié des aides du plan de relance sans contreparties et que les multinationales versent des dividendes indécents à leurs actionnaires.

Dans ce contexte, les retraité-es voient leur situation continuer de se dégrader avec la hausse des prix (alimentation, énergie, mutuelles ...), la sous-revalorisation de leurs pensions... sans parler des menaces qui pèsent comme celle d'un alignement de leur taux de CSG sur celui des actifs.

Quant à la loi sur l'autonomie qui devait voir le jour en 2022, elle est purement et simplement annulée pour des raisons budgétaires (dette COVID), et seules quelques mesures devraient figurer dans le PLFSS 2022 comme la promesse d'une nouvelle appellation pour les EHPAD !

Voilà une raison de plus pour les retraité-es de se mobiliser le 1^{er} octobre sur leurs revendications (services publics, pouvoir d'achat, système de santé). Après le 23 septembre dans l'éducation aux côtés des actifs, soyons nombreux à Bercy le 1^{er} octobre, une journée conçue comme un tremplin vers d'autres mobilisations, dont la journée interprofessionnelle du 5 octobre sera une première étape.

Monique Daune et Robert Jacquin

Nouveau site du S1-Retrainés :

Le site du S3 a changé, nous reconstruisons le site du S1.

Pour y accéder aller sur l'adresse habituelle du Snes Paris : www.paris.snes.edu, cliquer sur l'onglet « vie syndicale », puis « S1-Retrainés ».

Programme des activités 2021-2022

OCTOBRE	<i>Sortie</i>
Découverte du Street art du 13^e arrondissement de Paris	
avec Jean-Paul Lacaze Jeudi 14 octobre RDV 14h Métro Nationale	
NOVEMBRE	<i>Sortie</i>
Visite du musée national de l'Éducation et du musée Flaubert – Rouen	
Jeudi 18 novembre RDV Gare St Lazare (à préciser)	
DÉCEMBRE	<i>Conférence</i>
« Quand la crise sanitaire se conjugue avec la crise climatique il est temps de construire un nouveau monde »	
avec Gilbert Ricard Lundi 6 décembre 14h30 au S4 (46 avenue d'Ivry 75013 Paris)	
JANVIER	<i>Conférence</i>
« RDA le pays disparu »	
avec Nicolas Offenstadt Lundi 10 janvier 14h30 au S4 (46 avenue d'Ivry 75013 Paris)	
	<i>Conférence</i>
« Femme dans la Commune »	
avec Michèle Audin Lundi 31 janvier 14H30 au S4 (46 avenue d'Ivry 75013 Paris)	

FÉVRIER	<i>Sortie</i>
Visite du nouveau musée de la résistance de Champigny	
avec l'ADVR (Yves Blondeau) Date à définir	
MARS	<i>Conférence</i>
« Classes, Races, Sexes »	
avec Gérard Noiriel Date à définir au S4 (46 avenue d'Ivry 75013 Paris)	
AVRIL	<i>Sortie</i>
Visite de la Maison de Zola et de la Villa Savoye (architecte Le Corbusier) à Poissy	
Date à définir	
	<i>Conférence</i>
« L'image de la femme aujourd'hui »	
avec Mona Chollet Date à définir au S4 (46 avenue d'Ivry 75013 Paris)	
MAI	<i>Sortie</i>
Promenade au bord de la Marne (Le Perreux, Joinville, ..)	
Date à définir	
JUIN	<i>Sortie</i>
Promenade fluviale à Paris	
1 ^{ère} semaine de juin	

Les contacts :

Nelly Court : ncourt108@yahoo.fr
 Françoise Dumont : csfd@club-internet.fr
 Anne Marie Jacquin : am.jacquin@yahoo.fr
 Robert Jacquin : 06 81 48 56 07

Attention : Inscription obligatoire pour les sorties

NB : des infos précises seront envoyées au fur et à mesure

Résultat des Votes du S1 pour la CAN et le Secrétariat de catégorie

Ins-crits	VOTES	CA Nationale						Secrétaire Catégorie Retraités					
		B/N	Exp	UA	ÉE	Ém	URIS	B/N	Exp	UA	ÉE	Ém	URIS
420 (-5)	287 (-5)	5 (+3)	282 (-8)	252 (-4)	21 (-3)	6 (-3)	1 (=)	7 (22)	278 (-9)	246 (=)	22 (=)	8 (-2)	2 (+1)
	67,9% (-0,8)		66,7% (-1,5)	90,0% (+1,7)	7,5% (-0,8)	2,1% (-1,0)	0,4% (+0,1)		66,2% (-1,3)	87,9% (-0,6)	7,9% (+0,2)	2,9% (-0,6)	0,7% (+0,4)

()= variations avec vote 2018



Mobilisation et action

Le 1^{er} octobre 2021

Septembre, octobre, novembre, seront des mois clés pour les retraités. C'est à cette période que se voteront les budgets de la Sécurité sociale et de la loi des finances. Alors, mobilisons-nous pour satisfaire nos revendications.

Augmentation des retraites, pensions de base et complémentaires

0,4 % d'augmentation au 1^{er} janvier 2021 pour les retraites de base, 1% pour les complémentaires alors que les prix ont augmenté de 1,6 %, le compte n'y est pas !

Ils nous ont spoliés 2 ans sur les pensions et retraites de base et 4,5 ans sur les complémentaires par les reports et le gel des revalorisations.

La valse des étiquettes, mutuelles, alimentation, logement, énergie, transports, ... tout augmente, sauf nos pensions.

Un rapport gouvernemental préconise d'augmenter la CSG en l'alignant sur celle des actifs, de réduire l'abattement de 10 % pour le calcul de l'impôt sur le revenu des retraités et de continuer à sous-revaloriser et/ou geler les pensions et retraites.

Augmenter les retraites et pensions en les indexant sur l'évolution du salaire moyen.

Pas de retraite inférieure au Smic.

Pensions de réversion attribuées sans conditions de ressources ni d'âge, amélioré-es afin de garantir le niveau de vie du conjoint-e survivant et son extension aux couples pacsés, concubin-es.

C'est un investissement juste socialement et nécessaire pour l'économie. C'est d'utilité publique pour favoriser la croissance de l'économie, dont le pays est en manque, alors qu'il en a tant besoin.

Redonner du pouvoir d'achat aux retraités permet le bien vieillir.

Sécurité sociale – santé – autonomie

La pandémie a démontré que la protection sociale est un bien essentiel. Et pourtant cette dernière n'a jamais été autant attaquée que depuis ces dernières années.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron et ses prédécesseurs ont une lourde responsabilité dans la gestion désastreuse de la crise sanitaire. Les suppressions de 115.000 lits en 25 ans dans les hôpitaux et de 100.000 postes de soignants en 8 ans pèsent lourdement dans la situation catastrophique que nous connaissons. Le gouvernement sanctionne, réduit les libertés, culpabilise et infantilise les citoyens que nous sommes.

De plus en plus de retraités ne peuvent plus se soigner faute de moyens financiers suffisants.

Ça suffit !

Nous exigeons des centres de santé publics dans tous les territoires pour garantir un accès aux soins solidaire pour tous.

100.000 postes supplémentaires sont nécessaires dans notre système hospitalier.

Nous réaffirmons la nécessité de levée de la propriété privée sur les brevets qui empêche la diffusion des vaccins partout dans le monde tout en étant source de profits inadmissibles.

La santé n'a pas de prix

Les personnes âgées représentent plus de 75% des décès dus à la Covid-19, confinées au domicile ou en EHPAD, malgré le dévouement des soignants.

Nous avons besoin d'une nouvelle loi prenant en compte le droit à l'autonomie dans le cadre de Sécurité Sociale, avec un grand service public de la prise en charge de l'autonomie, que ce soit au niveau de l'aide à domicile ou des EHPAD ainsi que

200.000 embauches dans les EHPAD et 100.000 dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité.

Des moyens supplémentaires pour notre Sécurité Sociale sont indispensables pour financer les besoins de la population à partir des cotisations sociales, ce qui suppose des emplois, des salaires et prise en charge de l'autonomie, que ce soit au niveau des pensions corrects. Nous refusons la CSG, les taxes ou impôts divers.

Services publics

Les services publics et leurs personnels ont joué un rôle irremplaçable dans la lutte contre la pandémie.

L'amélioration de la qualité de leurs missions et de leurs déploiements sur l'ensemble du territoire doit donc devenir une priorité de l'État et des collectivités territoriales.

Ce sont bien les services de proximité, avec du personnel en nombre et formé dont nous avons besoin, garants d'une égalité de traitement sur tout le territoire, garants d'un accès pour tous partout.

Le service au public rendu par les commerçants n'est pas du service public.

Le seul accueil par internet n'est pas du service public.



Oui nous voulons une retraite en bonne santé, une pension de haut niveau, aujourd'hui et pour les générations futures.

Ma retraite je l'ai gagnée, mon droit au bien vieillir, je le revendique, mes revendications je les défends.

Alors, pour bien vieillir depuis la naissance, toutes et tous dans la rue le 1^{er} octobre avec les organisations CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, Ensemble & solidaires, FGR-FP, LSR.

FAISONS DU 1^{er} octobre

Une grande journée de mobilisation

RASSEMBLEMENT A BERCY

14 Heures

(devant le ministère) métro Bercy